

DOCUMENT DE TRAVAIL REMIS PAR M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
À L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE NORD-SUD DE CUNCUN AU MEXIQUE, JEUDI 22 OCTOBRE
1981

22 OCTOBER 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

La France est venue à Cancun pour proposer. Nous ne pouvons plus, de conférence en conférence, nous voir sans rien réussir, sans entreprendre de projet mobilisateur.

- Il nous faut donc obtenir ici un consentement sur les voies à suivre vers les formes nouvelles de développement capables de créer une expansion pour l'ensemble des nations.

- I - Quel développement ?

- La France retient cinq idées :

- - Il y a urgence : Désormais l'enjeu de nos rencontres est clair : ou bien la communauté internationale saura trouver en elle-même les moyens de relancer le dialogue et de régler les problèmes, ou bien chacun de nous rentrera chez lui pour faire face seul à la réalité, dans la résignation et le désir de revanche. Nous voici à un tournant de l'histoire, et l'occasion ne doit pas être manquée. En dépit des échecs des dernières années, un mouvement plus positif a repris dans diverses enceintes, au-cours des derniers mois. Il faut l'entretenir et le faire progresser plus encore.

- A Caracas a été tracé un -cadre réaliste des relations Sud-Sud. A Nairobi, une conférence des Nations unies a fait le point sur ce que peuvent apporter les énergies nouvelles et renouvelables dont dispose la planète. A Paris, nous avons nous-mêmes accueilli la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. Elle a montré qu'il était possible de parvenir à un consensus sur la gravité des problèmes et sur l'urgence qu'il y a à les résoudre. Il est en-particulier remarquable que, dans un contexte économique difficile, les pays industrialisés aient accepté, par un effort d'assistance financière important, de doubler le volume global de l'aide aux PMA. Enfin à Melbourne, les pays du Commonwealth ont également abordé avec clairvoyance les questions concernant le développement.

- C'est dire que tous les pays réunis ici reconnaissent, de façon implicite ou explicite, qu'il n'est plus possible de faire machine arrière, et que la contribution des pays du Nord au développement des pays du Sud doit devenir une priorité effective et concrète.

- Il y va de notre intérêt bien compris. Si le développement est aujourd'hui une urgence, une nécessité pour les démunis, et c'est aussi pour les pays industrialisés leur intérêt bien compris. Cette réunion n'aurait pas de signification si ses participants n'étaient pas convaincus, surtout par ces temps de crise, que tous les pays du monde sont interdépendants. Or ils agissent pour la plupart comme s'ils ne l'étaient pas.

- Il n'est plus possible qu'un dixième du monde se développe sans les autres. Pour qu'une relance durable des économies les plus riches soit possible, il faudra de nouveaux partenaires, de nouveaux marchés. Quelles que soient nos différences de conception, il faut partir d'une évidence : aider le tiers monde, c'est s'aider soi-même.

- Prenons un exemple, celui des taux d'intérêt : nous avons tous besoin de taux d'intérêt plus bas, mais les pays en développement en ont plus encore besoin que nous, parce que leur survie est en-cause, et parce que la perpétuation de la situation actuelle va conduire, si nous ne la corrigeons pas, à des catastrophes financières dans certains pays.

- - Il n'y a pas de développement sans une organisation du marché mondial. L'expérience montre que le libre jeu du marché ne peut suffire à régler ce problème. Le fait est que les institutions internationales impliquées avec les Etats dans la -recherche d'une réponse appropriée au sous-développement, n'ont pas encore atteint leur pleine maturité et que l'organisation des échanges est encore insuffisante. Le progrès et le réaménagement du rôle des institutions internationales impliquera progressivement une nouvelle répartition des pouvoirs, c'est-à-dire une démocratisation. Que l'on comprenne bien : il ne s'agit pas de mener un procès. Les mécanismes du marché sont une réalité. Mais il faut des mécanismes de surveillance, de contrôle, sans lesquels une idée érigée en dogme rendrait la vie sociale impossible.

- Il faut maintenir et accroître autant que possible l'aide publique. Le processus du développement

réclame d'importantes ressources financières. Malheureusement, les engagements déjà pris par la communauté internationale n'ont pas été tenus et il faudra cependant les atteindre dans des circonstances économiques moins favorables.

- Pour sa part, la France a décidé de rattraper son propre retard et de parvenir d'ici en 1988, dans-le-cadre de son prochain plan de développement économique, à l'objectif de 0,70 % de PNB d'aide publique qui a été adopté par les Nations unies.

- - Un développement autocentré plutôt qu'un développement dépendant. La solution du drame du sous-développement ne passe pas par la mise en place d'agriculture d'exportation axées sur des technologies inadéquates et exclusivement tournées vers les marchés des pays développés. A ce capitalisme de zone franche, qui chérissent les entreprises multinationales, devrait être préféré un développement agricole et industriel mettant en valeur les ressources humaines et naturelles du pays et cherchant à satisfaire par priorité les besoins essentiels de la population.

- A ce développement autocentré, la France est prête à apporter son concours en contribuant aux actions de formation, en transférant les technologies appropriées, en cofinçant les projets d'infrastructure et de modernisation industrielle.

II - Deux impératifs :

- Pour atteindre ces objectifs la France propose deux moyens :

- 1) Organiser des négociations globales efficaces.

- Pourquoi des négociations globales ? La plupart des intervenants du Sud demandent que la suite des négociations soit globale. Nous les comprenons très bien.

- - Dans les questions du développement tout se tient. Il est impossible de traiter des cours des matières premières sans traiter des moyens de stockage et donc du système de financement. Il est impossible de traiter des problèmes sans aborder toutes les dimensions en même temps. Ce qui était vrai à Ottawa serait-il devenu faux à Cancun ? On ne peut vouloir avec le Nord la globalité et la refuser avec le Sud.

- Si négociations globales il y a, il faut que l'on accepte de tout mettre sur la table, les besoins du Sud comme les besoins du Nord, les besoins du Nord comme les besoins du Sud, les facteurs structurels permanents aussi bien que les circonstances conjoncturelles mais il serait imprudent de prétendre multiplier les instruments bureaucratiques et de fabriquer de nouveaux services avant d'avoir tiré des services existants, le cas échéant réformés, tout ce qu'ils peuvent donner. Il ne peut y avoir de négociations globales sans que soient prises en-compte les dimensions de la crise qui nous concerne : la pression démographique qui pèse sur le monde, l'instabilité des cours du pétrole, la volatilité des capitaux.

- - Quant au déroulement des négociations globales, quatre principes guident notre attitude :

- - nous voulons des négociations globales dans-le-cadre de la résolution 34/138 des Nations unies

- - une certaine souplesse en-matière de procédure peut contribuer à la réussite

- - mais il est contradictoire d'enfermer les négociations globales dans une enceinte réduite, les négociations globales ne peuvent être l'affaire d'un club

- - Elles ne doivent entraîner la création d'aucune bureaucratie.

Deux thèmes mériteraient à notre avis un examen particulier dans-le-cadre des négociations globales :

- a) La stabilisation des cours des matières premières.

- Aujourd'hui, en dépit des efforts déjà déployés, les prix des matières premières oscillent encore au gré des vents et des spéculations. Cette anarchie générale est doublement néfaste : les pays consommateurs ne peuvent connaître à l'avance le montant de leurs dépenses tandis que les producteurs ne peuvent prévoir leurs recettes, c'est-à-dire les moyens mêmes dont ils disposent pour se développer. Voilà pourquoi il faut lutter pour la généralisation des accords de produits. Voilà pourquoi il faut mettre en oeuvre le plus rapidement possible le Fonds commun qui assure à ces accords le financement nécessaire. Voilà pourquoi il faut renforcer en même temps les possibilités complémentaires de garantie, telles que le Stabex des accords de Lomé et les facilités du FMI.

- A cet égard, la France a pris la décision formelle de souscrire au Fonds commun de garantie des matières premières.

- Faut-il choisir entre le développement spontané du commerce et le renforcement organisé de l'aide ?

Ne veut-il pas mieux plutôt tenter de les harmoniser afin de substituer au rapport de forces qui n'a

ne vaut-il pas mieux plutôt tenter de les harmoniser afin de substituer au rapport de forces, qui n'a rien su résoudre, une approche intelligente et concertée ?

- On n'aura parlé de rien, en-tout-cas, tant qu'on n'aura pas abordé franchement l'état extraordinairement précaire dans lequel se trouvent les pays pauvres producteurs de matières premières - et parfois dépendants de la production d'une seule matière première - soumis à la spéculation et non aux lois d'un marché libre, ballotés par les variations des taux de change et incapables de ce fait de s'engager dans des contrats durables de co-développement. Il nous semble quant à nous qu'il s'agit là d'un problème majeur.\

b) L'agriculture.

- On a cru longtemps trouver dans le seul commerce international le remède miracle au sous-développement. Hélas, le temps de cet optimisme est aujourd'hui révolu. A vouloir tout échanger on court le risque de s'oublier soi-même. A vouloir trop exporter, on développe moins les cultures vivrières. N'oublions pas que la faim, loin de reculer, progresse chaque année.

- Qui osera dans ces conditions tourner ses capacités agricoles en arme politique ?

- Il faut donc envisager l'application du principe de la gestion paritaire à l'aide alimentaire, dans-le-cadre du Fonds de solidarité alimentaire, qui viendrait compléter la stabilisation des cours des matières premières exportées par les pays en voie de développement.

- Il s'agirait de constituer des stocks régionaux de produits alimentaires de première nécessité (blé, riz, sucre, poudre de lait) dans des pays géographiquement bien placés (Mexique, Sénégal, par exemple), de constituer des stocks d'urgence, et de stabiliser les cours mondiaux en garantissant un prix de vente égal à la moyenne des prix constatés au-cours des années antérieures. Les ressources du Fonds seraient fournies par des contributions en -nature des grands pays agricoles (USA, CEE, Australie, Nouvelle-Zélande) ou par des contributions financières d'autres pays.

- La gestion paritaire pour les producteurs du Nord et les utilisateurs du Sud serait un élément essentiel du dispositif.\

2) Aider le développement énergétique des PVD.

- Les pays en voie de développement non pétroliers vont buter durant la décennie qui s'ouvre sur une grave contrainte résultant de la hausse du prix de l'énergie. C'est pourquoi il faut les aider de toute urgence à mobiliser les financements et les technologies qui leur permettront à nouveau de concentrer le meilleur de leurs forces pour le développement humain, agricole, industriel.

- Un programme vigoureux doit substituer au pétrole importé des ressources nationales d'hydroélectricité, de charbon, de bois, d'énergies nouvelles et renouvelables, ainsi que de pétrole et de gaz : la production d'énergie des pays en voie de développement importateurs de pétrole devrait doubler entre 1980 et 1990.

- Dès qu'un pays s'industrialise, ses besoins en énergie s'accroissent. Il est alors contraint d'arrêter son effort, puisqu'il n'a pas le pouvoir d'augmenter une dette extérieure déjà lourde. Voilà où peut conduire le libre jeu du marché £ voilà le cercle vicieux qu'il nous faut briser.

- C'est pourquoi la France propose aujourd'hui à Cancun aux pays participants, et à travers eux à tous les pays intéressés, de mettre en oeuvre un programme de mobilisation des ressources énergétiques dans les pays en développement.\

`Programme de mobilisation des ressources énergétiques` Ce programme comprend plusieurs volets.

- a) Il s'appuie d'abord sur le projet dit de la "filiale énergie" de la Banque mondiale - mais on pourrait tout aussi bien parler d'agence ou employer un autre terme. Le président de la Banque mondiale a esquissé à cet égard cinq solutions allant du plus au moins : filiale énergie, enveloppe financière, lignes de crédit, fonds fiduciaire, prêts classiques sans exclure toute autre mesure qui sortirait de notre imagination. Ce projet répond à une double préoccupation :

- mobiliser un important volume de ressources financières additionnelles, qui compléterait l'effort d'épargne des pays du Sud et les financements privés visant les projets de rentabilité plus immédiate.

- associer à parts égales les pays du Nord et du Sud dans une instance internationale qui mettrait en oeuvre un programme mondial, vital pour les pays du Sud, ainsi que pour les pays du Nord, dont les ventes de produits industriels seraient rapidement compromises si la croissance des pays du Sud connaissait un brusque arrêt.

- Je ne m'étendrai pas ici sur les avantages indéniables et de mieux en mieux reconnus de cette

formule, qui viendrait compléter les investissements privés, bénéficierait de l'expérience de la Banque mondiale tout en permettant à celle-ci de se libérer de ses engagements dans le domaine énergétique pour engager d'autres opérations, et contribuerait enfin à la solution du problème du recyclage.\

`Programme de mobilisation des ressources énergétiques`

- b) Nous sommes très attachés à l'idée qui est à l'origine de ce projet. C'est actuellement la plus mûre de toutes les propositions concrètes et significatives en faveur des pays en développement. Mais nous ne sommes pas complètement prisonniers d'une formule particulière et nous sommes là pour en discuter. Si contre toute évidence tel ou tel Etat y restait opposé, il serait possible de faire démarrer ce projet sous une autre forme.

- c) Des actions complémentaires doivent en tout état-de-cause être mises en place au-niveau régional, en s'appuyant, à-partir des solidarités locales, sur les mêmes principes que la filiale énergie : des accords régionaux s'appuyant sur les Banques régionales de développement permettraient de développer et de diversifier l'action de celles-ci dans le domaine énergétique, de mobiliser de nouveaux financements extérieurs, de mettre en place de nouveaux mécanismes de prêts, de garantie et d'investissement. A cet égard, nous saluons l'accord de San José de Costa Rica adopté en août dernier par plusieurs Etats de la région, et nous soutenons le projet de Fonds de l'énergie et des minéraux préparé en liaison avec la Banque interaméricaine de développement.

- Pour la France, l'essentiel est de donner plus d'unité au monde qui est le nôtre dans le plus grand respect de ses diversités. Nous abordons cette conférence de Cancun avec le souci de contribuer à sa réussite, qui sera assurée si chacun apporte ici la plus grande ouverture d'esprit et la plus grande précision dans la définition des méthodes.\